

EMPLOI & SALAIRES

EMPLOI

Faiblesse des offres

19 EMPLOI : rebond de l'emploi intérimaire

20 MARCHÉ DU TRAVAIL : divergences statistiques

EMPLOI

Faiblesse des offres

Selon une première estimation de l'Insee, l'emploi salarié dans les secteurs marchands a augmenté de 0,1 % au quatrième trimestre 2013, en regard d'un repli de 0,2 % pendant l'été. Cette légère progression a pour origine quasi exclusive un accroissement de l'emploi intérimaire. Il serait prématuré de conclure à une inversion durable du marché du travail, d'autant que les dernières enquêtes laissent entrevoir une dégradation des perspectives de l'évolution des effectifs à l'issue de quelques mois d'amélioration.

Un même signal pessimiste est donné par les offres d'emploi déposées à Pôle Emploi, qui sont reparties à la baisse en décembre et janvier, retrouvant leur creux du printemps 2013.

Dans ce contexte, le nombre des demandeurs d'emploi a renoué avec une orientation ascendante après le léger reflux observé au mois d'octobre. La progression du chômage est particulièrement vive pour les 50 ans et plus, approchant 12 % sur douze mois, en regard de 3,5 % pour les 25-49 ans et d'une baisse de 1,5 % pour les moins de 25 ans. Dans ces conditions, le nombre de chômeurs de longue durée et l'ancienneté moyenne d'inscription battent chaque mois de nouveaux records.

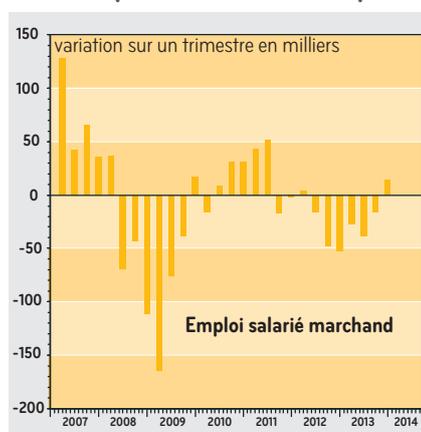
De l'avis de tous les observateurs, la lente reprise de l'activité entraînera seulement une stabilisation du chômage. Seul un pacte économique et social paraît de nature à redynamiser la croissance et l'emploi.

1. EMPLOI : REBOND DE L'EMPLOI INTÉRIMAIRE

EMPLOI SALARIÉ

Selon la première estimation réalisée par l'Insee, l'**emploi salarié marchand** a légèrement progressé en fin d'année (+ 0,1 %, soit 14 700 créations de postes). Cette hausse, qui tient essentiellement au redressement de l'emploi intérimaire, met fin à six trimestres consécutifs de repli. Au final, l'emploi salarié marchand ressort à 15 902 800 fin 2013. Il est désormais inférieur de 1,2 % au point haut du printemps 2011 et de 3,2 % au record de l'hiver 2008.

Interruption du recul de l'emploi



Source : Insee

Dans l'**industrie**, le recul de l'emploi s'est poursuivi au même rythme qu'au trimestre précédent (- 0,5 %, soit 14 800 suppressions de postes). Après la stabilisation survenue en 2011, il s'est nettement réorienté à la baisse à partir du printemps 2012. Le secteur emploie désormais 3 182 600 salariés, contre près de 3 900 000 dix ans plus tôt.

La situation reste dégradée dans la **construction**, l'emploi reculant de 0,4 % au quatrième trimestre 2013 (- 5 200 postes), enregistrant ainsi un 21^e trimestre successif de repli, exception faite du très faible rebond du début 2012. L'emploi dans le secteur s'inscrit ainsi à 1 392 200. Depuis le point haut de l'été 2008, il s'est contracté de 7,8 %, retombant à son niveau de début 2006.

Dans le **tertiaire**, les créations d'emplois se sont poursuivies à l'automne dernier (+ 0,3 % après + 0,1 %). Le redressement enregistré au deuxième semestre est lié en grande partie au rebond de l'intérim sur la période. En effet, sur les 34 700 salariés supplémentaire du secteur, l'Insee a comptabilisé 23 900 **intérimaires** (+ 4,6 %), soit 69 % du total. Au troisième trimestre 2013, ce ratio était déjà ressorti à 89 %. Finalement, l'emploi dans le tertiaire ressort à 11 328 000, niveau légèrement inférieur au record de début 2012. **Hors intérim**, l'emploi salarié dans le secteur augmente de 0,1 % (+ 10 900 postes), à 10 781 100.

OFFRES

L'indicateur des **tensions sur le marché du travail**, rapportant les offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi aux demandes collectées, s'est légèrement redressé au quatrième trimestre, mettant fin à la baisse continue observée depuis l'été 2011. Cette amélioration tient à la fois au rebond des offres (+ 3 %) et au repli des entrées sur la période (- 2 %). À 0,46, l'indicateur est à peine supérieur au point bas historique touché aux deuxième et troisième trimestres 2013. Dans l'**industrie**, les tensions se redressent à 0,59 (+ 0,04 point). En 2009, elles étaient descendues jusqu'à 0,40, avant de rebondir fortement en 2010-2011, à 0,81. Parmi les différentes familles professionnelles, la situation reste contrastée. Ainsi, pour les ouvriers qualifiés travaillant par enlèvement de métal, les tensions demeurent proches de leurs sommets, à 0,98. Dans l'électricité et l'électronique, malgré le reflux des derniers trimestres, l'indicateur ressort à 1,09 pour les techniciens et agents de maîtrise. Dans les **services**, après avoir atteint un point bas au trimestre précédent, les tensions progressent faiblement (+ 0,02 point, à 0,45). Enfin, dans le **bâtiment**, aucune amélioration n'a été enregistrée, l'indicateur continuant de stagner sur ses minima, à 0,32.

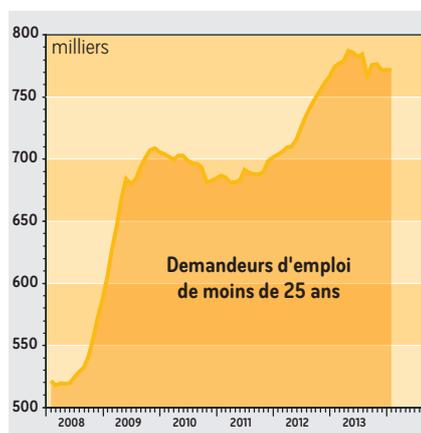
Les **offres d'emploi collectées par Pôle emploi** sont nettement reparties à la baisse en janvier (- 4,7 %, à 211 600). Après le repli enregistré en décembre, elles reviennent ainsi sur leur point bas atteint au printemps dernier, effaçant le rebond observé entre août et novembre. Avant la crise de 2009, elles évoluaient autour de 290 000. Les offres d'emplois durables (plus de six mois) reculent de 3,9 %, à 102 800, soit le niveau le plus faible depuis juin 2013. Elles ressortaient à plus de 120 000 en 2011 et à près de 140 000 en 2008. Les offres d'emplois temporaires (entre un et six mois) progressent de 1,5 %, à 87 800. Elles sont très peu nombreuses en regard des plus de 125 000 enregistrées en 2011. Les offres d'emplois occasionnels (moins d'un mois) plongent quant à elles de 26,3 % en janvier, à 21 000. C'est le niveau le plus bas enregistré depuis début 1996. Entre 2000 et 2011, elles fluctuaient autour de 40 000.

2. MARCHÉ DU TRAVAIL : DIVERGENCES STATISTIQUES

FRANCE

Suite à une refonte du questionnaire de l'**enquête emploi**, les chiffres du chômage au sens du BIT ont été révisés en baisse de 0,5 point. Le **taux de chômage** (métropole+DOM) a reculé de 0,1 point à l'automne 2013, à 10,2 % de la population active. En France métropolitaine, il se replie également de 0,1 point, à 9,8 %, après s'être stabilisé durant les trois trimestres précédents à 9,9 %, niveau le plus élevé depuis le début 1998. Chez les moins de 25 ans, l'indicateur affiche une cinquième baisse successive. Il ressort désormais à 22,8 %, contre un record de 25,4 % à l'automne 2012. Chez les 25-49 ans, le taux de chômage reste inchangé, à 9,2 %, au plus haut depuis plus de quinze ans. Il était descendu à 6,1 % en 2008. Chez les 50 ans et plus, l'indicateur diminue de 0,2 point, à 6,4 %, après avoir plafonné depuis début 2013 à 6,6 %. Au total, le nombre de chômeurs s'établit à 2 788 000 au quatrième trimestre 2013, enregistrant un deuxième recul consécutif après avoir atteint un sommet au printemps dernier, à 2 845 000. Le nombre de personnes au **chômage partiel** s'inscrit quant à lui à 94 000 en fin d'année. Bien qu'en hausse sur un trimestre, il reste loin du maximum de 176 000 atteint à l'hiver 2013.

Léger reflux du chômage des jeunes



Source : Pôle emploi

En revanche, selon Pôle emploi, le **nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A** (n'ayant exercé aucune activité au cours du mois de référence) a augmenté de 0,3 % en janvier, marquant une troisième hausse successive. Avec 3 316 200 personnes, l'indicateur atteint un nouveau record. Depuis le point bas de l'hiver 2008, il s'est accru de 67 %. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans la catégorie B (ayant travaillé au plus 78 heures au cours du mois) recule de 0,3 % sur un mois, à 648 100. Dans la catégorie C (ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois), le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 1,7 %, à 965 600. Finalement, l'**ensemble des demandeurs d'emploi (catégories A+B+C)** augmente de 0,5 % en janvier, à 4 929 900. Il était redescendu vers 3 000 000 avant la crise de 2009.

Le nombre de **demandeurs d'emploi de moins de 25 ans** (catégories A+B+C) est resté inchangé en janvier, à 771 500. Il demeure malgré tout orienté à la baisse depuis le printemps dernier, où il était ressorti à plus de 780 000.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN JANVIER 2014

(données cvs en milliers)

	janvier 2013	janvier 2014	Variation en %	
			en 1 mois	en 1 an
Demandes d'emploi (en fin de mois) Catégorie A	3 177,0	3 316,2	+ 0,3	+ 4,4
Catégories A + B + C	4 683,4	4 929,9	+ 0,5	+ 5,3
Catégorie D	259,5	281,3	+ 1,1	+ 8,4
Catégorie E	351,5	386,5	+ 1,3	+ 10,0
Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans	774,0	771,5	0,0	- 0,3
Demandes de plus d'un an d'ancienneté	1 849,6	2 078,0	+ 1,1	+ 12,3
Offres d'emploi	214,7	211,6	- 4,7	- 1,4

DÉFINITIONS :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (moins de 78 heures par mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures par mois)

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en stage, formation, maladie, ...), sans emploi

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en contrat aidé), en emploi

Source : Pôle emploi

Chez **les 50 ans et plus**, la situation se dégrade de façon continue depuis début 2008. Le nombre de chômeurs de cette tranche d'âge a progressé de 1,1 % en janvier, à 1 067 500. En six ans, il a été multiplié par 2,2.

Le chômage de longue durée reste lui aussi mal orienté. Le **nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an sur les listes de Pôle emploi** (catégories A+B+C) s'est accru de 1,1 % sur un mois, à 2 078 000. Il a doublé depuis le point bas de la mi-2008. Désormais, 42,2 % des demandeurs d'emploi sont dans cette situation (+ 0,3 point sur un mois). L'ancienneté moyenne sur les listes ressort quant à elle à 515 jours en moyenne (+ 4 jours sur un mois).

Le **flux mensuel des entrées à Pôle emploi** recule de 0,7 % sur un mois, à 487 500. Il demeure proche de la moyenne de 490 000 observée depuis 2009. Les entrées faisant suite à une fin de CDD (23,6 % du total) diminuent de 5,5 % en janvier, à 115 000. Elles s'inscrivent ainsi au plus bas depuis la fin 2010 et retrouvent leur niveau moyen d'avant-crise. Les entrées faisant suite à un licenciement économique (2,6 % du total) augmentent de 1,6 % tandis que celles faisant suite à un autre licenciement (8 % du total) chutent de 6,3 %. À respectivement 12 800 et 39 000, elles se situent malgré tout à des niveaux relativement faibles. Les entrées pour « autres cas » (41 % du total), qui regroupent notamment les entrées pour rupture conventionnelle (de l'ordre de 27 000 par mois), se replient de 0,9 %, à 200 100. Elles fluctuent autour de 200 000 depuis début 2010. Le **flux mensuel des sorties de Pôle emploi** diminue quant à lui de 1,8 %, à 459 200. Les sorties faisant suite à une reprise d'emploi déclarée (21,1 % du total) augmentent de 1,6 % en janvier, à 97 100. Elles demeurent cependant inférieures à la barre des 100 000, alors qu'elles

évoluaient à près de 115 000 en 2006-2007. Les sorties liées à une cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (41,4 % du total) baissent de 3,8 %, à 189 900. Depuis début 2010, elles oscillent aux alentours de 200 000.

EUROPE

Selon les **données harmonisées par Eurostat, le taux de chômage** est resté inchangé en janvier dans la zone euro et l'Union européenne, à respectivement 12 et 10,8 % de la population active. La tendance demeure cependant à la baisse depuis le pic du printemps 2013. Le taux de chômage reste ancré au plus bas en Allemagne, à 5 %. Il est également peu élevé en Autriche à 4,9 %. En revanche, il reste orienté à la hausse aux Pays-Bas, à 7,1 %. Bien que ce niveau soit faible relativement aux pays ayant le plus souffert de la crise européenne, il a néanmoins été multiplié par plus de deux depuis 2008. En Italie et en Grèce, le taux de chômage poursuit son ascension, s'inscrivant à respectivement 12,9 et 28 %. Pour le moment, ces deux pays ne semblent pas bénéficier de l'amélioration progressive de la conjoncture sur le continent. À l'opposé de l'Irlande, du Portugal et de l'Espagne, pour qui l'indicateur se replie depuis maintenant plusieurs mois. En Espagne, il ressort à 25,8 %, contre un record de 26,5 % à l'été 2013. Au Portugal et en Irlande, le recul du taux de chômage est plus franc, puisque ce dernier se situe désormais à respectivement 15,3 et 11,9 % contre des sommets de 17,6 et 15,1 % atteints début 2013 pour le premier et début 2012 pour le second.

TAUX DE CHÔMAGE DANS L'UNION EUROPÉENNE

(janvier 2014 - données standardisées)

	%		%
Grèce	28,0	Croatie	18,8
Espagne	25,8	Chypre	16,8
Portugal	15,3	Slovaquie	13,6
Italie	12,9	Bulgarie	13,1
Irlande	11,9	Lettonie	11,5
France	10,9	Lituanie	11,3
Belgique	8,5	Slovénie	10,2
Finlande	8,3	Pologne	9,9
Suède	8,2	Estonie	9,3
Royaume-Uni	7,2	Hongrie	8,8
Pays-Bas	7,1	Roumanie	7,3
Danemark	7,0	Malte	6,9
Luxembourg	6,1	République tchèque	6,8
Allemagne	5,0		
Autriche	4,9		
Zone Euro-17	12,0	États-Unis	6,6
UE-28	10,8	Japon	3,7

Source : Eurostat

REPÈRES STATISTIQUES

POPULATION, EMPLOI

Population totale (2012)	65 433 400	Trois fonctions publiques (1 ^{er} janvier 2012)	4 964 568
Population active (2012)	29 957 800	État	1 965 867
Population active occupée (2012)	26 955 800	Territoriale	1 869 263
Non-salariés (2012)	2 580 400	Hospitalière	1 129 438
Salariés (2012)	24 375 400	Entreprises publiques (1 ^{er} janvier 2012)	784 500
Salariés secteurs marchands (31/12/2013)	15 902 800	Établissements publics (1 ^{er} janvier 2012)	560 905
Industrie	3 182 600	Total secteur public	6 309 973
Construction	1 392 200		
Services	11 328 000		

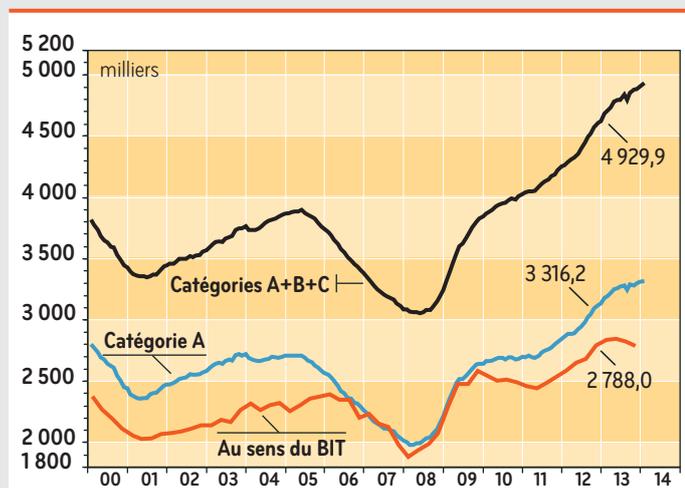
Source : Insee

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI

moyennes annuelles	2008		2009		2010		2011		2012	
	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%
Salariés	+ 112,7	+ 0,5	- 364,6	- 1,5	- 34,4	- 0,1	+ 87,7	+ 0,4	- 47,7	- 0,2
Agriculture	- 14,3	- 4,0	- 11,4	- 3,3	- 10,7	- 3,2	- 3,2	- 1,0	- 5,5	- 1,7
Industrie	- 43,8	- 1,3	- 136,4	- 4,1	- 118,0	- 3,7	- 41,2	- 1,3	- 18,3	- 0,6
Construction	+ 44,5	+ 2,9	+ 3,3	+ 0,2	- 29,5	- 1,8	- 18,5	- 1,2	- 10,4	- 0,7
Tertiaire marchand	+ 102,5	+ 0,9	- 217,1	- 1,8	+ 95,7	+ 0,8	+ 119,4	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,0
Tertiaire non marchand	+ 23,9	+ 0,3	- 2,9	+ 0,0	+ 28,1	+ 0,4	+ 31,4	+ 0,4	- 13,9	- 0,2
Non-salariés	+ 19,0	+ 0,8	+ 10,0	+ 0,4	+ 49,5	+ 2,1	+ 80,3	+ 3,3	+ 37,8	+ 1,5
Emploi total	+ 131,7	+ 0,5	- 354,6	- 1,3	+ 15,1	+ 0,1	+ 168,0	+ 0,6	- 10,0	+ 0,0

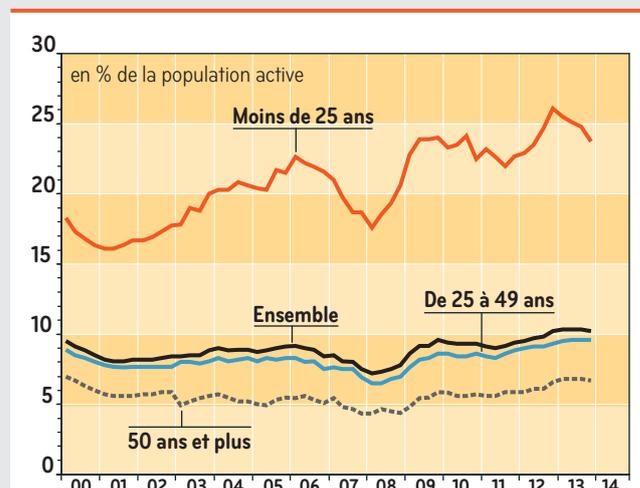
Source : Insee

NOMBRE DE CHÔMEURS



Sources : Dares, Insee

TAUX DE CHÔMAGE



Source : Insee

REPÈRES STATISTIQUES

SALAIRES, REVENUS ET POUVOIR D' ACHAT

variation sur un an en %	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (prév.)	2014 (prév.)
SHBO	3,0	3,0	2,8	3,1	2,4	1,9	2,1	2,2	1,9	1,6
Prix hors tabac	1,7	1,7	1,5	2,8	0,1	1,5	2,1	1,9	0,7	1,0
Pouvoir d'achat du SHBO	1,2	1,3	1,4	0,3	2,3	0,4	0,0	0,3	1,2	0,6
SMB	2,7	2,8	2,7	2,9	2,4	1,8	2,1	2,2	1,8	1,6
Pouvoir d'achat du SMB	1,0	1,1	1,2	0,1	2,3	0,3	0,0	0,3	1,1	0,6
SMPT secteur marchand non agricole	3,4	3,6	2,9	2,7	1,2	2,5	2,6	1,9	1,9	1,7
Pouvoir d'achat du SMPT	1,5	1,9	1,4	0,0	1,2	1,0	0,5	0,0	1,2	0,7
Masse des salaires bruts (smna)	3,9	4,8	4,5	3,4	-0,8	2,1	3,0	1,7	1,2	1,4
Pouvoir d'achat de la masse des salaires bruts (smna)	2,1	3,1	3,0	0,6	-0,9	0,6	0,9	-0,2	0,5	0,4
Revenu disponible de l'ensemble des ménages (RDB)	3,1	4,6	5,1	3,3	0,5	2,0	2,7	0,9	1,0	1,0
Déflateur de la consommation privée	1,8	2,1	2,1	2,9	-0,6	1,1	2,1	1,8	0,7	1,0
Pouvoir d'achat du RDB	1,3	2,5	3,0	0,4	1,1	0,9	0,7	-0,9	0,3	0,0

Sources : Dares, Insee, prévisions Uimm

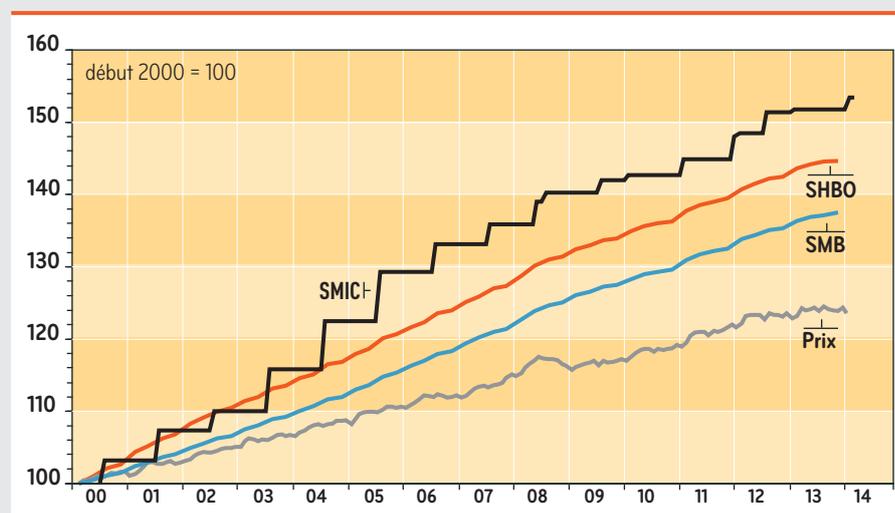
Salaire mensuel moyen net de prélèvements (2011) en euros	Agents de l'État	Secteur privé et semi-public
	2 430	2 130

Source : Insee

SMIC

	Taux horaire en €	Augmentation en %
1 ^{er} juillet 2008	8,71	0,9
1 ^{er} juillet 2009	8,82	1,3
1 ^{er} janvier 2010	8,86	0,5
1 ^{er} janvier 2011	9,00	1,6
1 ^{er} décembre 2011	9,19	2,1
1 ^{er} janvier 2012	9,22	0,3
1 ^{er} juillet 2012	9,40	2,0
1 ^{er} janvier 2013	9,43	0,3
1 ^{er} janvier 2014	9,53	1,1

SALAIRES ET PRIX



Sources : Dares, Insee